

PSE

SOCIALISTES &
DÉMOCRATES

**PARTI SOCIALISTE EUROPÉEN
LISBONNE, 7-8 DÉCEMBRE 2018**

JUSTE

LIBRE

DURABLE

**L'Europe progressiste
que nous voulons**

DES RÉOLUTIONS



DES SOCIÉTÉS ÉGALITAIRES:

l'Europe sociale

Les dernières décennies ont été marquées par une montée des inégalités sociales et salariales. Cette tendance doit cesser, car la richesse ne bénéficie pas à tout le monde. Dans un contexte marqué par la montée des inégalités, le PSE lutte en faveur du progrès social et d'une vie meilleure pour tous les Européens. Au cours des derniers mois, la famille progressiste a accompli beaucoup de choses : adoption du socle européen des droits sociaux, avancées sur la nouvelle directive sur le détachement des travailleurs, tentative de définition européenne des inégalités, pour ne citer que quelques exemples d'initiatives importantes. Il faudra leur donner une suite et capitaliser sur le travail accompli. En 2019, nous inviterons les citoyens à nous donner mandat pour poursuivre le travail et bâtir une Union européenne (UE) sociale. Notre objectif est de mettre en œuvre les 20 principes du socle européen des droits sociaux. Nous voulons que l'UE se pose en chef de file dans la réalisation des objectifs de développement durable. Pour éviter que l'écart ne continue de se creuser entre les États membres, les régions, les villes, les genres et les individus, la lutte contre les inégalités devra être au cœur de toutes les politiques de l'UE. Chaque Européen doit bénéficier d'un revenu décent, de bonnes conditions de travail, du droit à une pension décente et d'un accès aux soins de santé et à l'apprentissage tout au long de la vie. Nous voulons notamment que 2019 marque le virage social pour l'UE !

Le modèle économique actuel doit être remis en question. Nous voulons une révolution conceptuelle qui permette à l'emploi et aux politiques sociales de ne plus être uniquement considérés comme des coûts, mais d'être reconnus comme

des investissements sociaux réels qui participent à une prospérité partagée. Des systèmes fiscaux redistributifs s'imposent pour assurer un partage des profits générés et rendre les sociétés plus justes. Nous défendons un impôt sur le revenu progressiste, une imposition plus forte sur la richesse, une fiscalité immobilière progressiste et une imposition des bonus, dividendes et stock options. Au niveau européen, il conviendrait d'instaurer un cadastre des revenus, richesses et régimes fiscaux, pour avoir une idée claire de la réalité et de l'efficacité de la fiscalité dans l'Union et pour garantir une meilleure redistribution.

Combattre les inégalités grâce à un emploi décent pour tous. Nous pensons qu'il est urgent de revaloriser les salaires afin d'améliorer le niveau de vie des Européens, de relever leur pouvoir d'achat et de lutter contre une concurrence salariale qui pousse les salaires vers le bas. Nous sommes convaincus de la pertinence d'une augmentation des salaires pour un partage des profits plus équitable et nous soutiendrons des initiatives de négociation collective à cet égard. Nous désirons, pour les personnes les moins bien rémunérées dans tous les pays de l'UE, des salaires minimums supérieurs au seuil de pauvreté et définis soit par la loi, soit par la négociation collective, afin qu'aucun travailleur ne soit obligé de vivre dans la pauvreté. Nous voulons établir un cadre européen de réglementation des salaires minimums, en fonction des spécificités de chaque pays. Ces salaires minimums devront s'appliquer à tous les travailleurs sans exception, même parmi les plus jeunes d'entre eux.

À travail égal, au même endroit, le prin-

cipe de l'égalité des salaires et des conditions de travail doit s'appliquer, indépendamment de la taille de l'entreprise, de l'âge du travailleur, de son handicap, de son origine ethnique, de son orientation sexuelle ou de son genre, du lieu de recrutement ou du type de contrat. L'écart salarial entre les hommes et les femmes est absolument inadmissible, nous voulons le réduire d'au moins 2 % par an jusqu'à son élimination complète à l'horizon 2030. Nous voulons que les femmes et les hommes soient représentés paritairement dans les postes de direction et œuvrons à l'adoption d'un quota à cet égard. Le PSE s'engage également à réduire l'écart salarial considérable qui existe entre les différents États membres de l'UE.

La transformation de l'emploi, la révolution numérique et l'évolution rapide des marchés de l'emploi ne peuvent affaiblir les normes d'emploi et de travail en Europe. L'ère du numérique peut transformer en profondeur et de manière positive nos sociétés et notre qualité de vie. Pour y parvenir, nous devons gérer les changements sociétaux profonds qui en découleront. Nous nous engageons à lutter contre le phénomène des travailleurs pauvres, les contrats « zéro heure », les stages non rémunérés et les autres formes d'emploi précaire. Le statut des travailleurs doit être clair : soit employé, soit indépendant. Cela est particulièrement important pour les nouvelles formes d'emploi, telles que le travail via des plateformes numériques, qui combinent trop souvent les obligations de l'employé aux risques inhérents à l'indépendant. Nous voulons des règles communes, qui ne rabaissent pas les normes nationales, dans le droit européen : conditions de travail décentes, santé et sécurité sur le lieu du travail et contrats de travail en bonne et due forme. Nous avons la conviction que les travailleurs ont le droit de se déconnecter en dehors

des heures de travail convenues afin de garantir un bon équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée et d'éviter les maladies professionnelles. Nous devons protéger la vie privée des travailleurs vis-à-vis d'une utilisation invasive de leurs données. Nous ne pouvons tolérer que la révolution numérique se fasse entièrement au détriment des travailleurs.

Dans la société contemporaine, nous sommes pour la plupart susceptibles de changer d'emplois plusieurs fois et d'acquérir de nouvelles compétences tout au long de notre carrière. Alors que certains peuvent profiter de véritables opportunités, le nouveau marché de l'emploi peut également poser des difficultés objectives et réelles à de nombreux travailleurs et demandeurs d'emploi. Un accompagnement public solide et concret s'impose afin d'aider les travailleurs à s'adapter et de faciliter leur parcours professionnel. Pour ce faire, l'UE devra encourager les stratégies d'investissement social dans tous les États membres. Elle doit reconnaître le droit de tout travailleur à l'apprentissage tout au long de la vie et promouvoir la formation sur le lieu de travail en tant que pratique courante. En d'autres termes, tous les travailleurs, y compris ceux qui s'occupent d'enfants ou de proches dépendants, doivent disposer de temps pour leur formation et de congés pédagogiques rémunérés. En outre, les droits acquis dans le cadre d'un emploi ne doivent pas être perdus en cas de changement d'employeur, de contrat ou de pays : il est nécessaire de créer un cadre européen permettant d'amorcer un virage professionnel ou de prendre sa retraite sans devoir renoncer à la protection de sa pension et de sa sécurité sociale.

Des syndicats forts et un dialogue social solide sont les éléments clés pour une prospérité partagée en Europe. En effet, ils proposent des solutions concrètes aux

défis que doivent surmonter les travailleurs et les employeurs. C'est la raison pour laquelle nous voulons étendre les conventions collectives aux emplois atypiques, élargir la couverture de la négociation collective et permettre aux indépendants de se syndiquer. Nous relancerons le dialogue social européen et continuerons à soutenir le renforcement des capacités des partenaires sociaux, y compris celles des employés et des syndicats, au niveau national et à œuvrer pour que les politiques européennes respectent et encouragent les accords entre partenaires sociaux au niveau européen, international et national. Nous continuerons à soutenir le droit des travailleurs à se syndiquer, à être représentés, à consulter, à être informés et à faire grève. Nous œuvrerons également au renforcement du dialogue entre les institutions européennes, les syndicats et la société civile.

Lutter contre les inégalités grâce à une protection sociale pour tous. Il importe de protéger les travailleurs contre l'exploitation et la course au moins-disant social. Cela requiert une mobilité équitable. Nous désirons que l'Autorité européenne du travail, qui verra bientôt le jour, soit assez solide pour mettre fin aux abus et garantir une couverture sociale effective pour tous les travailleurs d'Europe. Nous souhaitons une application juste de la directive sur le détachement des travailleurs et des règles claires interdisant les sociétés boîtes aux lettres. Les entreprises doivent mener une partie importante et authentique de leurs activités dans le pays où elles sont établies et ne doivent pas être autorisées à échapper à leurs responsabilités fiscales et sociales. Nous voulons le renforcement de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises et des obligations de contrôle de toute la chaîne d'approvisionnement. Ces éléments devraient figurer dans les conditions préalables des contrats d'attribution des marchés publics.

Dans un monde du travail en constante évolution, quiconque lutte contre les inégalités souhaite également élargir la protection sociale à tous les Européens, indépendamment de leur contrat ou situation professionnelle. Un filet de sécurité sociale fiable est indispensable pour protéger tous les Européens, y compris les chômeurs, les indépendants, les

travailleurs atypiques et les travailleurs de l'économie participative, des aléas de la vie professionnelle. La sécurité de revenu est essentielle. Nous sommes convaincus que, pour protéger les plus vulnérables, des régimes nationaux de revenu minimum s'imposent afin que personne ne soit laissé dans la pauvreté et sans abri. Nous voulons des objectifs clairs qui aboutissent à une réduction du nombre de personnes qui dorment dehors en Europe. Nous lutterons pour obtenir des pensions décentes qui permettent aux personnes âgées de vivre dans des conditions dignes. En cas de hausse soudaine et considérable du taux de chômage dans un État membre, l'UE devrait débloquer des aides temporaires pour soutenir les systèmes nationaux d'allocations de chômage.

Les inégalités se font fortement ressentir dans le domaine de la santé. Nous pensons que chacun devrait pouvoir accéder à des soins de santé publics de qualité en temps opportun. Nous croyons qu'un niveau élevé de protection de la santé et un accès rapide à des soins de santé préventifs et curatifs abordables et équitables de haute qualité sont essentiels au bien-être de chaque société. La libéralisation des services publics, couplée à la poursuite de politiques d'austérité dans toute l'UE, a porté des coups sévères à cet objectif. Nous réaffirmons que les régimes publics de santé et de soins de santé sont les mieux équipés pour garantir des services accessibles à un prix abordable pour tous. Nous continuerons à soutenir des politiques de tarification et d'accessibilité des médicaments justes et transparentes, un meilleur accès à la vaccination pour tous les enfants et une garantie effective du droit à la santé sexuelle et reproductive. Nous privilégierons également la promotion de la santé et la prévention des maladies, outils les plus efficaces pour préserver la santé physique et mentale tout au long de la vie.

Les différences ne peuvent servir d'excuses aux inégalités et de motif à la discrimination. Nous continuerons de promouvoir des sociétés inclusives diversifiées, ouvertes et respectueuses, où ne peut subsister la moindre discrimination et où les droits et les obligations sont les mêmes pour tous. Nous encouragerons la solidarité intergénérationnelle. Nous travaillerons sans relâche afin de garantir

le respect des droits des personnes handicapées. Nous veillerons à leur assurer un accompagnement et à leur garantir l'égalité des chances dans l'enseignement et dans l'emploi. Nous travaillerons d'arrache-pied pour que les espaces publics soient conçus et reconstruits afin d'être accessibles à tous et pour que les besoins spécifiques des personnes handicapées en matière de santé et de sécurité sociale soient satisfaits, leur permettant de vivre dignement.

Combattre les inégalités grâce au progrès pour tous. Dans la société que nous voulons bâtir, le travail offre une bonne qualité de vie sans faire concurrence à l'épanouissement personnel, à la vie de famille ou aux loisirs. C'est pourquoi nous voulons des congés de maternité et de paternité, des congés parentaux et des congés pour aidants progressistes. Nous souhaitons également mettre sur pied des services d'accueil abordables, conciliants et de qualité pour les enfants, les personnes âgées et les autres personnes dépendantes. C'est pourquoi, nous pensons que les gains de productivité dégagés par les nouvelles technologies devraient servir à augmenter les salaires ou à réduire davantage le temps de travail sans perte de revenu. La technologie ne devrait pas créer de nouvelles disparités dans nos sociétés, c'est pourquoi la technologie et les services de base qui ont été numérisés doivent rester accessibles à tous.

De même, l'UE doit continuer d'investir dans sa population, notamment dans les plus jeunes membres de notre société, par le biais d'une égalité d'accès à l'éducation et d'une « Garantie pour l'enfance », afin de combattre les formes les plus graves de pauvreté. Plus spécifiquement, l'éducation préscolaire et la protection de la petite enfance devraient davantage cibler les ménages les moins nantis pour assurer une meilleure prévention de l'ex-

clusion sociale. Ensuite, l'UE doit aider la génération suivante à trouver un emploi grâce à une « Garantie pour la jeunesse » permanente consolidée pour éviter de reproduire le drame du chômage des jeunes que nous avons connu au lendemain de la crise financière. Puis, elle doit aider les chômeurs à retrouver du travail, au travers de politiques actives relatives au marché du travail qui garantissent une proposition individuelle de qualité à chaque demandeur d'emploi (offre d'emploi, formation, éducation complémentaire). Par ailleurs, elle doit aider les travailleurs que la mondialisation, le numérique, divers facteurs environnementaux et les crises économiques territoriales ont laissés sans emploi. Nous ferons du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation un Fonds pour une transition juste, qui garantira un investissement dans les qualifications, les compétences et les perspectives d'emploi. Nous nous assurerons également qu'il soutienne les travailleurs désireux de racheter leurs entreprises plutôt que de les laisser fermer leurs portes. Avec le Fonds social européen (FSE), l'UE a prouvé qu'elle est prête à dépenser pour la formation et la qualification de ses travailleurs ainsi que pour l'inclusion sociale et la lutte contre la pauvreté. Nous veillerons à un renforcement du FSE, qui doit pouvoir s'adapter à n'importe quel défi et toucher les personnes les plus vulnérables.

Nous sommes convaincus que les États membres et les collectivités locales et régionales devraient recevoir la flexibilité budgétaire nécessaire pour investir dans des mesures et des infrastructures sociales, ainsi que les moyens de déployer des systèmes de sécurité sociale fiables. L'investissement dans les services sociaux représente un engagement stratégique, porteur d'emplois et de valeur ajoutée, qui contribue au bien-être de tous. En outre, nous nous battons pour

que les services publics soient dotés des ressources nécessaires pour garantir un accès effectif et universel aux services sociaux, aux soins de santé, à des logements abordables et aux services de base. Nous voulons que cesse la pression vers la libéralisation et la privatisation, surtout dans les services publics. Nous soutenons également l'innovation et l'économie sociales, dans l'idée que, génératrices de richesses pérennes, elles sont à même de combattre la pauvreté, tout en encourageant une société de la connaissance et de la participation.

Pour nous, ni les libertés économiques ni les règles de concurrence ne prévalent sur les droits sociaux fondamentaux. Il faut traduire cette idée en droit européen et l'inscrire dans les principes fondamentaux des traités européens au travers d'un protocole de progrès social. La prépondérance des droits sociaux et l'objectif de progrès social doivent également être réaffirmés dans le cadre de l'achèvement de l'Union économique et monétaire.

L'Union européenne est la meilleure garantie pour une paix et une prospérité futures partagées sur notre continent. Toutefois, il reste trop d'inégalités entre les villes, les régions, les pays et les citoyens européens. Nous ne laisserons pas les clivages se creuser entre les zones urbaines et rurales ; nous ne laisserons pas ces régions se vider de leur population et de leurs talents. Le projet européen doit continuer de nous rapprocher du progrès social et de la prospérité partagée. Voilà l'essence même de la politique européenne de cohésion et nous réaffirmons ici que ce principe doit demeurer une priorité politique et financière de l'UE, disponible et facilement accessible pour chaque Européen.

En tant que Parti socialiste européen, nous luttons pour des sociétés égalitaires. Cette résolution est axée principalement sur nos priorités pour une Europe sociale. Elle complète les autres résolutions présentées à ce Congrès du PSE qui réaffirment notre engagement et préconisent une Europe sociale, une économie progressiste, l'autonomisation des jeunes, un environnement sain et une industrie moderne, une réelle égalité des sexes, un monde juste, des politiques progressistes en matière d'asile et de migration et une démocratie plus forte en Europe.



Austria SPÖ



Belgium PS



Belgium SPA



Bulgaria BSP



Croatia SDP



Cyprus EDEK



Czech Republic
CSSD



Denmark SD



Estonia SDE



Finland SDP



France PS



Germany SPD



Greece PASOK



Hungary MSZP



Ireland Labour



Italy PD
Partito Democratico



Italy PSI
Partito Socialista



Latvia Saskaņa



Lithuania LSDP



Luxembourg
LSAP



Malta Labour



Netherlands
PvdA



N.Ireland SDLP



Norway LP



Poland UNIA
PRACY



Poland SLD



Portugal PS



Romania PSD



Slovakia SMER



Slovenia SD



Spain PSOE



Sweden SAP



UK Labour

If you have any questions or comments about our work on inequalities,
please contact PES.Women@pes.eu

Follow us on www.facebook.com/pes.pse
and www.twitter.com/pes_pse.

Party of European Socialists (PES)

**10 – 12 Rue Guimard
1040 Brussels
Belgium**

**T +32 2 548 90 80
info@pes.eu
AISBL-BBCE-N 0897.208-032**

This publication received financial support of the European Parliament. Sole liability rests with the author and the European Parliament is not responsible for any use that may be made of the information contained therein. This Brochure was printed on a recycled paper with environmental safe water based inks.

December 2018